



# Assemblée générale

Distr. générale  
5 juillet 2010  
Français  
Original: anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quinzième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

## **Rapport de l'expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Rudi Muhammad Rizki**

### *Résumé*

Le présent rapport se compose de deux parties. Dans la première, l'expert indépendant rend brièvement compte des réponses au questionnaire sur les droits de l'homme et la solidarité internationale qui avait été adressé aux États Membres, aux départements et organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux autres organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Dans la deuxième, il recense les principaux éléments d'un cadre conceptuel et normatif applicable aux droits de l'homme et à la solidarité internationale en se fondant sur les réponses susmentionnées et sur les observations dégagées de son examen, et il met en évidence d'importants domaines prioritaires et de nouvelles approches relevés dans le cadre de la coopération internationale.

Pour conclure, l'expert indépendant met l'accent sur l'utilité et l'importance de la solidarité internationale dans un monde interdépendant et, partant, sur la manière dont on pourrait à terme orienter le développement progressif du droit international relatif aux droits de l'homme et à la solidarité internationale.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–4	3
II. Réponses au questionnaire sur les droits de l’homme et la solidarité internationale.....	5–39	3
A. La solidarité internationale, principe du droit international.....	6–13	4
B. La solidarité internationale, une solution aux problèmes mondiaux .....	14–34	6
C. Obligations en matière de solidarité internationale .....	35–39	12
III. Principaux éléments d’un cadre conceptuel et normatif .....	40–46	14
A. Examen et observations .....	40–46	14
B. Quelques domaines prioritaires .....	47–49	17
C. Nouvelles approches adoptées dans le cadre de la coopération internationale .....	50–56	18
IV. Conclusions: la solidarité internationale dans un monde interdépendant.....	57–62	20
Annexe		
Questionnaire destiné aux États, aux départements et organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux autres organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu’aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.....		23

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 2005/55, la Commission des droits de l'homme a nommé un expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale chargé d'étudier cette question, d'élaborer un projet de déclaration sur le droit des peuples à la solidarité internationale, compte tenu des conclusions de toutes les grandes réunions au sommet des Nations Unies ainsi que des autres réunions de portée mondiale et des réunions ministérielles tenues dans les domaines économique et social, de solliciter les vues et contributions des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations internationales concernées et des organisations non gouvernementales, et de lui faire rapport chaque année sur les progrès accomplis dans l'exécution de son mandat.
2. Dans sa résolution 7/5, le Conseil des droits de l'homme a renouvelé le mandat de l'expert indépendant pour une période de trois ans.
3. Dans sa résolution 12/9, le Conseil a demandé à l'expert indépendant de poursuivre ses travaux en vue d'élaborer un projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale et de continuer à définir des directives, règles, normes et principes tendant à promouvoir et protéger ce droit, en se penchant, entre autres, sur les obstacles existants et nouveaux à sa réalisation.
4. Le 7 mai et le 20 octobre 2009, l'expert indépendant a adressé un questionnaire sur les droits de l'homme et la solidarité internationale (voir l'annexe) aux États Membres, aux départements et organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux autres organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil. Le présent rapport renferme un résumé des réponses au questionnaire, recense les principaux éléments d'un cadre conceptuel et normatif définis à partir des réponses communiquées et des observations dégagées de l'examen effectué par l'expert indépendant, et met en évidence d'importants domaines prioritaires et de nouvelles approches relevés dans le cadre de la coopération internationale. Pour conclure le rapport, l'expert met l'accent sur l'utilité et l'importance de la solidarité internationale dans un monde interdépendant et, partant, sur la manière dont on pourrait à terme orienter le développement progressif du droit international relatif aux droits de l'homme et à la solidarité internationale.

## II. Réponses au questionnaire sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

5. Des réponses au questionnaire ont été adressées par la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, la Colombie, El Salvador, le Guyana, l'Iraq, le Monténégro, la République tchèque (au nom de l'Union européenne), le Sénégal, la Serbie, la Slovénie, le Suriname et la Tunisie; par le Conseil national égyptien des droits de l'homme, le Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et la Commission nationale qatarienne des droits de l'homme; par des départements et organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale du tourisme; par les organisations non gouvernementales suivantes: l'Association internationale des écoles de travail social, le Centre des droits de l'homme d'Amman, l'association «Comunità Papa Giovanni XXIII» et Humanité Nouvelle; et par le titulaire de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, Shamsui Bari.

## A. La solidarité internationale, principe du droit international

6. La solidarité internationale a été perçue par presque tous les répondants comme un principe, et par plusieurs comme un droit relevant du droit international. Un répondant a cité les propos suivants: «tout pays affranchi de l'égoïsme et conscient de ses devoirs et de ses droits, qui non seulement tire parti des avantages offerts par la solidarité, mais assume les obligations et les risques qui y sont associés, découvre en lui une capacité insoupçonnée de développement qui enrichit son individualité et qui, dans le même temps, fait de cette nouvelle capacité un vecteur de progrès pour d'autres pays»<sup>1</sup>. De nombreux répondants ont estimé que la solidarité internationale était le fondement de notre responsabilité à l'égard de l'humanité, le point de départ de l'instauration d'une société meilleure, de même que le ciment de la cohésion sociale et une garantie contre la marginalisation, l'exclusion et les disparités excessives. Les efforts visant à maintenir l'ordre et la survie même de la société internationale devaient se fonder sur le principe de solidarité et d'assistance mutuelle, en particulier lorsqu'il s'agissait de faire face à des catastrophes naturelles, à la pauvreté, au terrorisme et à des situations d'après conflit. On constatait un important décalage entre les grandes déclarations sur la solidarité et leur traduction dans les faits.

7. Il a été dit que le monde était mû par la recherche du profit et les marchés, tandis que les valeurs humaines régressaient rapidement, d'où les injustices que l'on pouvait observer à l'intérieur des pays et entre pays. En revanche, une société fondée sur la solidarité trouvait ses racines dans la justice sociale et la dignité humaine, de sorte que chacun avait une valeur intrinsèque que lui donnait le fait même d'exister, sans qu'il ait besoin de posséder ou de produire. Étant donné que plus d'un milliard de personnes souffraient de la pauvreté et de la faim, on pouvait en déduire que l'espèce humaine ne parvenait pas à vivre comme une grande famille. Les nombreuses crises mondiales faisaient de la solidarité un phénomène d'une importance considérable qui devait inciter les dirigeants du monde entier à considérer la solidarité internationale comme une nécessité inéluctable. La solidarité ayant été présentée comme la «tendresse» des peuples, il fallait y voir un élément déterminant de la mise en œuvre et de l'interprétation des droits de l'homme. Elle était la négation de l'égoïsme, elle donnait une vision globale du monde, en ignorant toutes les frontières et toutes les distinctions possibles, et elle excluait de la sorte toute forme de discrimination. La valeur universelle de solidarité exigeait que les questions planétaires soient abordées collectivement de manière que les coûts et les obligations soient équitablement partagés.

8. Certains répondants ont fait valoir que la solidarité internationale était un droit supérieur qui comprenait ou étayait tous les autres droits, ainsi qu'une valeur intégrée dans des principes qui étaient au service de la personne humaine, ce qui également contribuait à l'autonomie, à l'indépendance et à la liberté économique et sociale des pays moins avancés. La solidarité internationale était perçue comme un moyen dont la communauté internationale avait absolument besoin dans sa quête de la paix, du développement durable et de l'élimination de la pauvreté. Dans ce contexte, la Tunisie avait pris une initiative dont le point culminant avait été la création du Fonds de solidarité mondial, principe auquel elle avait auparavant donné une forme constitutionnelle à l'échelle nationale. Selon un répondant, la coopération internationale trouvait sa raison d'être dans les principes universels de la solidarité entre les peuples, le respect et la protection des droits de l'homme et la recherche de meilleures conditions de vie pour tous.

<sup>1</sup> P.A. Ramella, "Los principios del derecho internacional público a través de la Carta de la Naciones Unidas", *Revista de Política Internacional*, No. 93, septembre/octobre 1967, p. 65 à 87.

9. Le partenariat mondial pour le développement pouvait s'appuyer sur les nombreux engagements pris par les États, notamment lors des grandes conférences et réunions au sommet organisées par l'ONU dans les domaines économiques et sociaux et dans des domaines apparentés. Surtout, la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son tout premier article, énonçait ce qui suit: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.». En vertu de l'article 28, toute personne avait droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration puissent y trouver plein effet, et, selon l'article 29, l'individu avait des devoirs envers la communauté. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993, il était dit qu'un effort accru et soutenu de coopération et de solidarité internationales était indispensable à la réalisation de progrès sensibles dans l'action menée en faveur des droits de l'homme. Dans sa résolution 8/5, le Conseil avait lancé un appel pour que soit garanti un ordre international démocratique et équitable. Dans son Observation générale n° 12, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels avait demandé aux États de tenir compte du droit à l'alimentation lorsqu'ils concluaient des accords internationaux. La notion de «patrimoine commun de l'humanité» était définie dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ainsi que dans d'autres instruments. Plusieurs répondants ont fait observer que la communauté internationale proclamait sa solidarité avec les victimes de violations du droit international, y compris des droits de l'homme et du droit humanitaire, mais que la solidarité en tant que telle était un élément plus large et indispensable des efforts déployés pour réaliser le droit au développement et les approches du développement fondées sur les droits, la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et les objectifs du Millénaire pour le développement.

10. La plupart des répondants ont souligné que la solidarité internationale devait reposer sur l'égalité et la souveraineté de tous les États. La Constitution colombienne visait à développer les relations internationales sur la base de l'équité, de l'égalité, de la réciprocité et du respect de la souveraineté nationale et de l'autodétermination des peuples. Les États s'étaient engagés à assurer la promotion du respect universel et de l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ils devaient être animés par la volonté de tisser des relations amicales. Certains répondants ont appuyé le principe de solidarité tout en mettant en garde contre les abus qui pourraient en être faits pour légitimer une nouvelle forme d'intervention humanitaire. Il a également été indiqué que la communauté internationale ne s'intéressait pas suffisamment ou ne s'attaquait pas efficacement aux problèmes que posaient l'aide au peuple palestinien vivant dans les territoires occupés et le châtiment collectif infligé à ce dernier.

11. Il a été dit que la solidarité internationale était conçue comme un produit de l'histoire sociale, en ce sens que, au fil du temps, de nouvelles revendications justifiées qu'il convenait de prendre en compte se faisaient jour au sein de la communauté internationale. Certains répondants ont estimé que les droits relatifs à la solidarité, ou droits de la troisième génération, n'étaient pas encore inscrits dans le cœur et l'esprit de nombreux dirigeants et populations à l'échelon local et que d'importantes actions de sensibilisation étaient nécessaires à cet égard. Les répondants ont énuméré de nombreuses questions qui, selon eux, relevaient des droits relatifs à la solidarité, notamment les mesures visant à corriger les déséquilibres dans les niveaux de développement entre pays, question étroitement associée à la réduction de la pauvreté; la promotion d'un ordre économique international fondé sur l'égalité de participation au processus de prise de décisions; le transfert de technologie; la répartition équitable des coûts et des charges; la mise en place d'institutions internationales transparentes, démocratiques, justes et responsables; la participation équitable de tous, sans discrimination, au processus de gouvernance à l'échelle nationale et internationale; une représentation équitable entre régions et sexes dans la composition du personnel du système des Nations Unies; le respect de la diversité

culturelle, du patrimoine culturel et des droits culturels; les relations amicales entre États; et l'accès équitable aux avantages tirés de la répartition internationale des richesses à travers le renforcement de la coopération internationale, en particulier dans le cadre des relations économiques, commerciales et financières internationales. Figuraient également au nombre des questions mentionnées le droit à la paix; les migrations; la sécurité alimentaire; le savoir, en particulier à l'appui du développement économique et social; la production de médicaments pour le traitement des pandémies comme le sida et la grippe A H1N1; et un environnement sain et durable.

12. Le développement du droit international dans un sens reconnaissant les individus comme des sujets de droit investis d'un rôle bien défini dans les interventions mondiales en cas de catastrophe devait être un objectif. Des lignes directrices communes pouvaient, par exemple, être élaborées pour encadrer les personnes qui aidaient, au-delà des frontières, les victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Au fil du temps, cette double approche prévoyant la fourniture d'une assistance mutuelle par les individus et par les États conduirait au renforcement du principe de solidarité internationale en tant que principe authentique des relations internationales et du droit international. La révolution engendrée par les technologies de l'information et les moyens de transmission des nouvelles à l'échelle de la planète avait réuni les peuples du monde entier. D'où les manifestations de solidarité transfrontière que l'on pouvait observer, comme en témoignait l'expression de sincères sentiments de tristesse et de sympathie adressés aux victimes de catastrophes et l'aide qui leur était apportée, signe d'un sentiment d'unité partagé par tous. Cela dit, il existait un décalage entre la solidarité exprimée par les peuples et celle exprimée par les États, lesquels continuaient d'être essentiellement motivés par des intérêts nationaux. Il était possible de combler l'écart en élargissant la portée du principe de solidarité.

13. Presque tous les répondants se sont dits favorables à la mise en place d'un cadre juridique à l'appui des droits de l'homme et de la solidarité internationale. Certains ont formulé des propositions particulières en vue de donner une meilleure définition de la notion de solidarité internationale, de faire mieux comprendre cette notion et de la traduire plus efficacement dans les faits, en faisant valoir par exemple qu'il fallait également prendre en compte dans cette définition les activités et les personnes et non se limiter aux États. Au lieu de parler de dépendance, il paraissait plus judicieux de mentionner l'interdépendance des États et leur interaction avec d'autres acteurs internationaux. Quelques répondants sont allés jusqu'à préconiser des obligations juridiquement contraignantes dans une convention sur la solidarité internationale. À l'autre extrémité de l'éventail, un répondant a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'intégrer dans l'ordre juridique tous les impératifs moraux. En essayant d'exprimer des principes moraux à travers la terminologie des droits de l'homme, sans leur donner de contenu réel ni de sens juridique, on ne pouvait que dévaluer aussi bien ces droits que lesdits principes. Selon ce point de vue, l'interprétation du principe de solidarité en tant que source d'obligations juridiques internationales concernant des questions qui n'avaient pas été explicitement visées par les normes du droit international était inacceptable.

## **B. La solidarité internationale, une solution aux problèmes mondiaux**

14. Des répondants ont fait valoir que la solidarité internationale devait être considérée comme une condition préalable de toute collaboration au sein de la communauté internationale. La contribution des États était certes importante, mais il était possible d'améliorer la coordination de l'aide internationale conformément aux Principes et bonnes pratiques d'action humanitaire et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. La Déclaration du Millénaire soulignait que, face aux problèmes mondiaux, les coûts et les charges devaient être justement répartis. Les problèmes mondiaux étaient nombreux. Quatre domaines sont examinés ci-après.

## 1. Aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles

15. Des répondants ont fait observer que les catastrophes naturelles étaient à ce jour le thème central de la solidarité internationale. Ces dernières années, un accroissement alarmant de catastrophes naturelles majeures avait été observé. Nombre d'entre elles avaient eu lieu dans des pays en développement qui éprouvaient des difficultés à faire face au problème avec efficacité et à assurer une protection adéquate de la population, des animaux et des biens. Il existait divers mécanismes pour coordonner l'aide humanitaire et l'assistance au sauvetage à l'échelle internationale lorsqu'une catastrophe se produisait. Les pays avaient montré qu'ils étaient prêts à apporter leur aide, comme on avait pu le constater après le cyclone Nargis au Myanmar, le tsunami en Asie du Sud-Est et les tremblements de terre au Pakistan, en Chine, et plus récemment en Haïti. Dans une certaine mesure, la fourniture d'une aide humanitaire et d'une assistance au sauvetage à l'échelle internationale était assurée, mais elle manquait encore de cohésion.

16. Un très grand nombre de textes de loi et de mesures de portée internationale avaient été adoptés pour apporter aux victimes de catastrophes une aide humanitaire dans la dignité et en temps voulu. Conformément aux règles qui régissaient l'aide humanitaire, celle-ci devait reposer sur les principes d'humanité, de neutralité et d'équité, dans le plein respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale des États conformément à la Charte des Nations Unies. Certains répondants ont souligné que l'aide humanitaire ne devait être accordée qu'avec le consentement du pays touché et, en général, en vertu d'une demande formulée par celui-ci, et qu'elle devait aller de pair avec les efforts déployés par l'État concerné. Le principe de solidarité était étroitement lié aux principes de l'aide humanitaire internationale comme il ressortait des Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels, du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et des accords de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes (2005).

17. Certains répondants ont estimé qu'il était nécessaire d'élaborer un cadre juridique plus solide fondé sur la solidarité internationale, qui pourrait prendre la forme d'une convention, en vue de prévenir les catastrophes naturelles et d'en atténuer les conséquences. Plusieurs répondants ont émis l'avis qu'il faudrait accorder une plus grande importance à la prévention *ex ante* des catastrophes, à la réduction des risques, à la planification préalable et à l'application de mesures plus efficaces et viables de remise en état. Une plus grande prévisibilité de l'assistance et un accroissement des fonds destinés à la coordination des secours d'urgence organisés par l'ONU étaient souhaitables. Un investissement approprié était nécessaire, premièrement pour réduire la vulnérabilité aux risques et la gravité des catastrophes, deuxièmement pour reconstruire de meilleures infrastructures au lieu de simplement restaurer celles qui existaient préalablement. Les propositions d'amélioration portaient notamment sur les points suivants: publication de prévisions scientifiques des catastrophes naturelles, coordination de la mise en œuvre de mesures actives et préventives pour parer aux lourdes conséquences des catastrophes et constitution de réserves nationales et internationales permettant de réagir rapidement et dans les conditions voulues. L'accroissement de l'ampleur et de la fréquence des catastrophes avait eu des incidences sur la qualité de l'action engagée par la communauté internationale pour aider les victimes. L'assistance humanitaire apportée à l'occasion de catastrophes naturelles récentes n'avait pas été assurée de manière satisfaisante, en ce sens que les mesures prises auraient dû être immédiates, viables, adaptées à la situation, rapides, préventives et exécutées en étroite coordination avec les États touchés, et qu'elles auraient dû viser à réduire le nombre de pertes en vies humaines et à protéger les moyens de survie. Il était regrettable que, malgré les progrès technologiques, les données accumulées (savoir technologique et scientifique) n'étaient pas communiquées aux États et régions qui étaient plus particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles.

18. Certains répondants ont souligné la nécessité de réorienter les activités à l'origine de catastrophes «naturelles», qui étaient étroitement associées à la production industrielle dans certaines régions du monde. De nombreuses catastrophes naturelles étaient dues à la dégradation de l'environnement; le droit international et en particulier le droit international de l'environnement devaient donc prévoir des accords contraignants et des mécanismes d'exécution s'appuyant sur le principe de précaution pour éviter les catastrophes naturelles, ce qui obligerait les responsables à s'engager davantage. Il a été souligné que les pays pauvres n'avaient pas les ressources voulues pour mettre en place des infrastructures et des installations techniques à l'appui des systèmes d'alerte précoce, pour faire face à la tâche écrasante qu'il fallait assumer après une catastrophe ou pour entreprendre des opérations de reconstruction. Un plus grand investissement et un appui plus soutenu paraissaient donc utiles pour prévenir et réduire la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles.

19. Certains ont estimé que la vraie question était une question de portée mondiale plutôt qu'un problème de solidarité internationale. Un répondant a dit qu'il croyait en l'appartenance à l'humanité et à la société, plutôt qu'en l'appartenance à l'État-nation. Il a été proposé de prévoir dans chaque constitution nationale l'obligation d'assurer des secours en cas de catastrophe humanitaire aux pays qui en avaient besoin, étant entendu que la volonté de la population devait sous-tendre une telle notion. Pour réaliser ce consensus populaire, il a été dit qu'il faudrait commencer par apprendre aux enfants à traiter les autres comme eux-mêmes, comme l'avait enseigné la sagesse spirituelle pendant des millénaires. L'amitié et la tolérance entre les nations étaient également des valeurs fondamentales qu'il fallait inculquer. La confiance devait constituer le fondement de la solidarité mondiale.

## 2. Réduction de la pauvreté

20. Certains répondants voyaient dans la solidarité un principe qui avait pris naissance en même temps que le droit international des droits de l'homme dans la quête de la paix entre nations. Toutefois, ce principe souffrait d'un manque de visibilité dans les actuels instruments relatifs aux droits de l'homme car il n'avait pas un caractère contraignant. La solidarité internationale était le seul moyen de réduire la pauvreté, y compris l'extrême pauvreté. La solidarité n'était pas simplement un phénomène de circonstance en faveur de ceux qui étaient quelquefois dans le besoin, mais une conception fondamentale des relations humaines entre individus, groupes et nations. Il s'agissait d'un principe moral de base présent dans quasiment toutes les grandes religions et cultures, qui consistait à traiter les autres comme on souhaitait qu'ils vous traitent. Sans ce nouvel esprit de communion dans les relations internationales, en particulier dans les relations internationales économiques, il était impossible d'éliminer la pauvreté et de réduire l'écart entre riches et pauvres aussi bien au sein d'un même pays qu'entre pays. La solidarité supposait nécessairement la coexistence pacifique, des relations amicales et la coopération entre les États et d'autres acteurs ainsi que des modalités institutionnelles économiques et sociales équitables. La solidarité internationale était un principe essentiel pour éliminer la pauvreté, comme il ressortait de la déclaration de Kiev de 2008.

21. Étant donné que près d'un milliard d'individus, surtout dans le «monde du Sud», vivaient avec moins de 2 dollars par jour, ce droit pouvait aider à combler ce qui était principalement un fossé Nord-Sud. Cela ne voulait pas dire qu'il n'y avait pas au sein des pays eux-mêmes une très mauvaise répartition des richesses, souvent due à des régimes oppressifs et à une corruption généralisée. À l'échelle nationale, la solidarité devait encourager les États à créer des conditions particulières pour différents secteurs de la population, en particulier les plus pauvres, moyennant la mise en place de politiques sociales visant notamment à promouvoir l'égalité et à assurer l'accumulation du patrimoine collectif.



22. Certains répondants ont exprimé l'avis que de nombreux pays en développement étaient pauvres à cause de l'application de politiques budgétaires et autres induites par des relations internationales d'ordre politique, économique, commercial et sécuritaire inéquitables, régies par des pays plus riches et par les institutions financières internationales. L'interconnexion et l'interaction mondiales liées à la mondialisation et à la libéralisation du commerce avaient de fortes incidences sur la situation de l'économie mondiale et sur la stabilité et la sécurité de nombreux États. La solidarité internationale devait reposer sur le respect mutuel et la consultation de tous les pays, petits et grands. Dans ce contexte, le Guyana avait présenté une proposition de nouvel ordre humain international, qui avait été adoptée par l'Assemblée générale en 1998. L'objet en était de susciter une action mondiale concertée sur le long terme pour s'attaquer aux problèmes de développement, améliorer le bien-être des populations et mettre fin aux disparités croissantes entre riches et pauvres. La solidarité jouait un rôle encore plus important dans le contexte de la mondialisation qui privait des pans entiers de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement, des retombées bénéfiques dont elle s'accompagnait, d'où un mode de relations asymétriques. Le monde avait les moyens d'éliminer la pauvreté, mais il était essentiel que la solidarité internationale sous-tende la volonté politique d'y parvenir. La création d'un environnement favorable, moyennant en particulier un accès plus facile des pays en développement aux débouchés économiques à l'échelle internationale et la non-imposition de conditionnalités, était indispensable si l'on voulait éliminer la pauvreté.

23. La solidarité *ante factum* était préférable à la solidarité *post factum* car elle visait à s'attaquer aux racines de la pauvreté, en vertu du sage adage selon lequel il valait mieux prévenir que guérir. Cette solidarité supposait que les États respectent pleinement les obligations internationales qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'ONU, s'acquittent de celles prévues en vertu du droit international et prennent des engagements en faveur du désarmement, de l'application de mesures de production d'énergie propre, de la mise en place de systèmes de santé et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, entre autres choses. La solidarité *ante factum* était liée à d'autres questions clefs examinées dans le cadre de l'ONU et d'autres instances, telles que l'annulation de l'intégralité de la dette extérieure des pays en développement; la gouvernance mondiale et nationale; le commerce mondial; la réforme de l'ONU et des institutions financières internationales; la participation de la société civile; les droits de propriété intellectuelle; les politiques agricoles; le changement climatique; les déterminants sociaux de la santé; et, surtout, la paix mondiale. On pouvait également proposer un jumelage entre un pays développé et un pays en développement, en vertu duquel le premier accepterait d'aider le second (et réciproquement) à réaliser son droit au développement à travers un échange mutuel de données d'expérience, d'acquis et de ressources humaines, financières et culturelles.

### 3. Droit au développement

24. Plusieurs répondants ont estimé que la solidarité internationale et le droit au développement étaient complémentaires et synergiques. La solidarité internationale devait être un élément indispensable des efforts déployés pour réaliser le droit au développement, lequel pouvait contribuer à réduire l'écart entre pays développés et pays en développement en accompagnant les grands discours et les grandes déclarations par des actions concrètes. Tous les pays avaient le droit de se développer sous réserve qu'ils le fassent de manière à ne pas porter atteinte à autrui ou à l'environnement. Dans le monde actuel, un monde interdépendant, la conjoncture internationale – crises financières, conflits ou encore dégradation de l'environnement – donnait lieu à des situations d'urgence, en particulier dans les pays en développement. La propagation des maladies, la charge de la dette et des pratiques commerciales inéquitables entravaient les pays en développement dans leur quête

d'un développement durable. On a fait valoir que la solidarité mondiale ou la fraternité universelle devait être le principe de base des relations entre pays développés et pays en développement. Ce point de vue témoignait également de la nécessité ressentie dans le contexte international actuel de faire en sorte que les acteurs de la société civile jouent un rôle pilote dans le processus de développement. Il apportait aussi des éléments qualitativement importants à l'appui d'une caractéristique essentielle de la coopération au service du développement: l'idée de partenariat.

25. La notion de «jumelage» entre un pays développé et un pays en développement offrait un moyen concret de réduire l'écart existant. L'idée même de partenariat supposait l'égalité entre les parties, principalement entre les pays développés et les pays en développement, les organisations non gouvernementales dans le Nord et dans le Sud et les sociétés multinationales et locales. Le partenariat devait faire fond sur la fraternité au niveau individuel et également entre organismes publics et privés. En vertu de l'article 2 de la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128, l'être humain était le sujet central du développement et devait donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement. La transparence, la bonne gouvernance et le caractère démocratique de l'État étaient également des éléments essentiels du droit au développement. Dans de nombreux pays en développement, les fruits du développement étaient monopolisés par de petites élites dirigeantes au détriment de l'ensemble de la population.

26. Le droit au développement devait être étroitement contrôlé et le droit au développement d'un pays ne devait jamais empiéter sur celui d'un autre pays. Il fallait mettre en place un mécanisme officiel de double contrôle pour faire en sorte que les États appliquent les accords qu'ils avaient conclus. Le droit au développement impliquait notamment la possibilité d'accéder au développement, l'annulation de la dette des pays en développement, l'accès aux marchés agricoles dans les pays développés et l'élimination des écarts de prix pour les produits agricoles et manufacturés sur les marchés mondiaux. Il a été dit que ce droit exigeait aussi que l'on condamne la pratique consistant à proclamer des territoires de certains pays comme des zones d'intérêt national d'autres États et que l'on renonce à faire deux poids deux mesures s'agissant de l'évaluation des conflits nationaux, des questions concernant l'intégrité territoriale des États et des droits des nations et des peuples à l'autodétermination. Le droit au développement supposait la promotion de modalités sociales et économiques justes à l'échelle mondiale et la solidarité humaine entre tous les peuples. Les relations internationales restaient subordonnées à la loi des puissants en termes économiques et militaires. Toute tentative d'exercer des pressions sur d'autres pays posait un problème qui rendait nécessaire la coopération internationale.

27. La solidarité internationale était un impératif et le droit à la solidarité internationale devait être développé dans des instruments plus détaillés qui devaient être appliqués avec efficacité. En outre, ce processus devait viser différents secteurs de manière à mieux cibler le principe et à en favoriser l'application. Le droit au développement devait être enseigné dans les établissements d'enseignement. De plus, l'échange de données d'expérience devait aider les États à faire face à des situations difficiles et contribuer à leur développement, tout d'abord à l'échelle régionale, en raison de facteurs communs, puis à l'échelle internationale. La coopération et la solidarité internationales, l'autodétermination et la souveraineté devaient permettre à la majorité de la population d'exercer sans réserve ses droits fondamentaux. Certains répondants ont indiqué qu'il était nécessaire de promouvoir et de renforcer le dialogue à l'échelle régionale, tout en réaffirmant leur adhésion commune au système multilatéral.

#### 4. Objectifs du Millénaire pour le développement

28. Conformément à la Déclaration du Millénaire, les problèmes mondiaux devaient être traités de telle sorte que les coûts et les charges soient équitablement répartis. De l'avis d'un État qui a répondu, il devait être clair que tant qu'il existerait une extrême pauvreté et que des enfants continueraient de mourir de maladies évitables et guérissables, la nature humaine exigerait que nous nous préoccupions tous de ce problème et que nous le considérions comme un problème commun.

29. La Déclaration du Millénaire, le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement (2002) et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), parmi d'autres instruments, jetaient les bases d'une large alliance à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour réaliser ces objectifs, tous les acteurs devaient s'acquitter de leurs rôles respectifs: les pays en développement devaient définir leur stratégie de développement, les donateurs devaient traduire leurs engagements en actes et le système des Nations Unies devait agir de manière concertée et cohérente. S'agissant de la protection de la planète et compte tenu de nos différences de capacité, seule une action collective fondée sur le partage des responsabilités pouvait nous permettre de résoudre les problèmes mondiaux. L'impact du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement (2008) restait, malgré ce qui avait été accompli jusqu'à ce jour, très en deçà des mesures nécessaires pour relever les défis en présence, en particulier en Afrique qui demeurait le continent le plus touché par les pandémies et l'extrême pauvreté. Pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique, compte dûment tenu du fait que l'élimination de la pauvreté représentait le plus grand problème auquel le monde devait faire face, la communauté internationale devait définir une vraie stratégie pour mobiliser des ressources à travers une résolution de l'ONU obligeant les États Membres à contribuer financièrement à l'action mondiale contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale revêtait une importance capitale.

30. Pour renforcer la coopération internationale, il fallait en premier lieu placer la dignité de chaque être humain au centre de l'action de la communauté internationale. Il importait de prendre en compte non seulement des éléments quantitatifs, mais aussi des éléments qualitatifs. Un répondant a souligné qu'il n'y avait pas de liens évidents avec les droits de l'homme dans les objectifs du Millénaire pour le développement, hormis la référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au droit au développement. Il était nécessaire d'établir une relation bien claire entre ces objectifs et les droits de l'homme, en particulier avec les articles 25 et 26 de la Déclaration universelle concernant les droits à la santé et à l'éducation, et avec les articles 11, 12 et 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels concernant les droits à l'alimentation, à un logement suffisant, à la santé et à l'éducation.

31. Afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, il convenait de déterminer les priorités, l'ordre et la forme des mesures conjointes à l'échelle internationale et régionale. On pouvait renforcer la coopération internationale en élaborant et en mettant en œuvre à titre prioritaire des projets internationaux axés sur ces objectifs. Il fallait sensiblement accroître les ressources affectées à cette fin. Des mécanismes devaient être mis en place au sein de l'Organisation des Nations Unies pour faire en sorte que les États respectent leur engagement de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide au développement. Il paraissait utile d'effectuer un examen annuel pour vérifier si tous les pays s'acquittaient de cet engagement. L'aide publique au développement (APD) devait être coordonnée et ciblée en fonction des besoins réels des pays et compte tenu de leur caractère hétérogène. Si ces dernières années l'aide avait augmenté en valeur nominale, cela avait été dû principalement à l'allègement de la dette et à l'assistance en cas d'urgence. Les conditionnalités associées à l'aide soulevaient de graves problèmes. Les pays

développés devaient continuer à apporter leur aide, tout en respectant les pays en développement qu'ils devaient traiter sur un pied d'égalité, comme des partenaires souverains.

32. Pour mieux responsabiliser les pays, on pouvait notamment les encourager à déclarer des engagements quantifiables et contrôlables en faveur de la réalisation des objectifs. Il était également souhaitable d'accorder une plus grande importance et davantage de fonds aux programmes privilégiant l'accès aux marchés, la bonne gouvernance et la gestion des ressources naturelles. Des mesures visant à éliminer les facteurs à l'origine des crises mondiales, des conflits internationaux et interethniques, de la xénophobie et de la discrimination étaient nécessaires. Il était indispensable de s'attaquer aux problèmes liés à la criminalité et à la corruption dans le cadre des politiques visant à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement et l'état de droit.

33. Les pays en développement devaient pouvoir faire entendre davantage leur voix dans les instances où des décisions fondamentales concernant leur avenir étaient prises et il fallait réformer le système économique et financier au profit d'un système plus juste et transférer des technologies dans les États pour promouvoir l'utilisation durable et équitable des ressources naturelles. Les institutions financières internationales devaient adopter une approche rationnelle à l'égard des États pauvres et appliquer des critères transparents pour déterminer les formes de l'aide au développement. La coopération internationale devait s'appuyer sur le droit légitime à engager des consultations sur un pied d'égalité.

34. Les pays devaient également échanger de bonnes pratiques et donner des moyens d'action à leur population à travers les médias et la technologie. Il paraissait également utile de dispenser une éducation en matière de droits de l'homme dans les établissements d'enseignement, en vue notamment d'inculquer le sens de l'internationalisme et en particulier de susciter un intérêt pour ceux qui se trouvaient dans des situations dramatiques.

### **C. Obligations en matière de solidarité internationale**

35. Des répondants ont souligné que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, le Consensus de Monterrey, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Programme d'action d'Accra (2008) figuraient au nombre des mesures importantes à travers lesquelles les États avaient contracté des obligations en matière de solidarité internationale. Certains répondants ont fait valoir que les États avaient des obligations au regard de la solidarité internationale ou mondiale. En revanche, d'autres États ont indiqué qu'il s'agissait d'une notion d'ordre général et que de ce fait il était difficile de faire en sorte que les parties y adhèrent. Ils ont proposé que les pays prennent des engagements ponctuels et quantifiables et ajouté qu'un mécanisme officiel de double contrôle devrait être mis en place, sans quoi il ne serait pas possible de surveiller le processus et tout cela reviendrait à faire plus de bruit que de besogne.

36. Plusieurs répondants ont exprimé l'avis que les obligations des États à l'égard de la solidarité internationale ou mondiale étaient déjà prévues par la Charte des Nations Unies, dans laquelle les pays s'étaient engagés individuellement et collectivement à réaliser les objectifs et les principes qui y étaient énoncés à travers la coopération. Il s'agissait en fait d'un problème de volonté politique à l'échelle internationale, volonté d'adopter une approche plus dynamique pour réduire et éliminer les relations commerciales inéquitables et d'autres formes d'inégalité entre pays développés et pays en développement. L'actuel corpus du droit international relatif aux droits de l'homme, fondé sur l'égalité, le développement, la paix et la solidarité, était suffisant, sous réserve d'y incorporer des définitions bien précises et de s'assurer de la volonté politique des intéressés d'y adhérer.

37. Le développement du droit des peuples et des individus à la solidarité internationale était subordonné à l'acceptation sans réserve de la notion de responsabilité partagée. Tous les pays devaient donc faire des efforts pour que la communauté internationale accroisse les ressources destinées à la coopération technique et financière et obtienne des pays développés qu'ils s'acquittent de leur engagement d'allouer le pourcentage convenu de leur revenu national brut à l'APD, conformément au Consensus de Monterrey. Les principales parties prenantes – l'ONU, les États, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales – s'étaient solennellement engagées, dans diverses résolutions, à mettre en œuvre une nouvelle stratégie mondiale contre la pauvreté, qui avait également débouché sur la création par l'ONU du Fonds de solidarité mondial. Faute de mesures de financement, les programmes relatifs à la pauvreté et aux droits de l'homme n'avaient pas encore été mis en œuvre. De l'avis de quelques répondants, il était évident que la responsabilité des États en matière de solidarité internationale devait être redéfinie afin de faire une plus large place à ce principe dans le droit international.

38. Selon quelques répondants, la solidarité internationale créait uniquement des obligations morales et éthiques et sa traduction dans les faits était subordonnée à la volonté politique des parties prenantes. Toutefois, il a été estimé que ces obligations n'étaient pas suffisantes au regard des crises qui minaient les aspirations des peuples dans le monde entier, d'où la nécessité d'obligations juridiquement contraignantes. Il a été dit avec vigueur que la solidarité était une obligation purement morale et nullement juridique. D'autres répondants, en revanche ont préconisé une convention sur la solidarité. Ils ont toutefois fait observer qu'il arrivait fréquemment que les États ne soient pas à même de fournir les ressources et les moyens nécessaires pour assurer l'exercice de ce droit. À l'ère de l'interdépendance mondiale, il était indispensable de reconnaître les obligations extraterritoriales des États, car souvent les États pris isolément n'étaient pas en mesure de maîtriser la situation en présence. S'agissant de la réalisation du droit à l'alimentation, on a fait valoir que dans un monde globalisé, interconnecté, les mesures prises par un pays pouvaient avoir des incidences préjudiciables sur le droit à l'alimentation de personnes vivant dans d'autres pays. Tous les pays devaient donc veiller à ce que leurs politiques ne se traduisent pas par une violation des droits de l'homme dans d'autres pays.

39. La réalisation des droits en matière de solidarité, y compris le droit à la solidarité, était également liée au comportement des individus, de la société civile, du secteur privé et d'autres groupes de la société. Le secteur privé et notamment les grandes entreprises qui opéraient dans les pays en développement devraient être tenus d'œuvrer en faveur du développement afin de contribuer à réduire l'écart entre le monde développé et le monde en développement, en assumant davantage leur responsabilité sociale dans le domaine des affaires et des droits de l'homme. Dans le cadre du tourisme international, des mesures avaient été prises pour faire en sorte que les populations pauvres et marginalisées ne subissent pas les effets des coûts disproportionnés associés au développement du tourisme sans profiter des avantages de ce développement. À cet égard, l'article 9 du Code mondial d'éthique du tourisme disposait ce qui suit:

«Facteur irremplaçable de solidarité dans le développement et de dynamisme dans les échanges internationaux, les entreprises multinationales de l'industrie touristique ne doivent pas abuser des situations de positions dominantes qu'elles détiennent parfois; ... en échange de la liberté d'investir et d'opérer commercialement qui doit leur être pleinement reconnue, elles doivent s'impliquer dans le développement local en évitant par le rapatriement excessif de leurs bénéfices ou par leurs importations induites, de réduire la contribution qu'elles apportent aux économies où elles sont implantées.».

### III. Principaux éléments d'un cadre conceptuel et normatif

#### A. Examen et observations

40. L'expert indépendant réaffirme qu'il existe incontestablement une valeur de solidarité et un système de valeurs connexes qui peuvent influencer sur le développement progressif du droit international et sur l'évolution du processus juridique aux niveaux régional et national vers un principe de solidarité internationale intégré et cohérent, ainsi qu'un droit évolutif des peuples et des individus à la solidarité internationale. Les notions de solidarité, d'humilité, de justice et d'équité se retrouvent dans les traditions morales, éthiques, philosophiques, religieuses et spirituelles du monde entier depuis des temps immémoriaux, y compris dans le christianisme, l'islam, le judaïsme, l'hindouisme et le bouddhisme. De la parabole du bon samaritain et du commandement «tu aimeras ton prochain comme toi-même» ou «tu ne feras pas de mal à ton prochain» dans la littérature chrétienne, à la notion de fraternité universelle dans l'islam et aux principes fondamentaux de la compassion, de la tendresse et de l'affection dans les textes sacrés du bouddhisme, la valeur féconde de solidarité englobe le pouvoir de la bonté et de la bonne volonté humaines qui sont indispensables à la survie de la société à tous les niveaux, y compris à l'échelle de la communauté internationale, de l'humanité et de son habitat écologique<sup>2</sup>.

41. L'expert indépendant réitère son appel en faveur de la solidarité humaine internationale et mondiale qui passe par le renforcement de la coopération entre toutes les parties prenantes: les États, les organisations internationales et non gouvernementales, le secteur privé et tous les individus. Le besoin de solidarité se trouve amplifié dans le contexte de l'interdépendance croissante d'un monde qui se globalise, un monde où la libéralisation du commerce international et de l'investissement étranger direct crée une économie mondiale unique, de sorte que l'humanité doit aussi être conçue comme une communauté mondiale unique. Tout au cours de l'histoire, de grands penseurs et dirigeants ont invoqué la nécessité de l'unité, de la fraternité, de la solidarité et de la réconciliation, parmi eux, le Mahatma Gandhi, Martin Luther King, Eleanor Roosevelt et Nelson Mandela. La quête de justice sociale et d'équité fait depuis longtemps l'objet de débats, notamment dans le cadre des relations internationales, comme l'a montré par exemple la recherche d'un nouvel ordre économique international dans les années 70. Dans le contexte moderne de la mondialisation, un nombre considérable d'ouvrages philosophiques proclame la nécessité de la justice sociale mondiale et de la répartition équitable des avantages socioéconomiques au-delà des limites où s'exerce la souveraineté des États. On fait valoir que les obligations entre personnes découlent de processus sociaux et économiques mondiaux qui associent ces personnes d'un pays à l'autre. Les injustices sociales structurelles peuvent nuire aux populations, d'où la nécessité de définir une conception de la responsabilité qui reconnaisse cette association<sup>3</sup>. À cet égard, des auteurs ont également souligné la nécessité de renforcer le rôle de coordonnateur des institutions internationales en vue de mettre en place un mécanisme de responsabilités et d'obligations et d'assurer la cohésion et la cohérence. Tous les jours, nos actions, de même que notre passivité, ont des répercussions sur les

<sup>2</sup> C. G. Weeramantry, *The Lord's Prayer: Bridge to a Better World*, Ligouri/Triumph, Missouri, 1998.

<sup>3</sup> I. M. Young, «Responsibility and global justice: a social connection model», 2006, 23 (1) *Social Philosophy and Policy*, p. 102; O. O'Neill, *The Bounds of Justice*, Cambridge University Press, New York, 2000.

populations du monde entier, ce qui à son tour nous incite à agir pour apporter aux pauvres la dignité qui leur est due et repenser notre engagement à l'égard de la planète<sup>4</sup>.

42. Dans le domaine du droit et de la politique à l'échelle internationale, la Charte des Nations Unies exprime la nécessité de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande et, à cette fin, de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, et elle appelle à réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire. La Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (1970) témoigne de nouveau du consensus réalisé sur la nécessité de la coopération et des relations amicales. La Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son tout premier article, souligne la nécessité de la fraternité universelle puis, dans ses articles 28 et 29, intègre en outre les valeurs de solidarité, de justice et d'équité et la notion de devoirs pour tous. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (1993) le thème de la solidarité revient à nouveau. Dans sa résolution 8/5, le Conseil propose de promouvoir un ordre international démocratique et équitable, en mentionnant explicitement les droits au développement et à la solidarité internationale. L'idée d'un patrimoine commun de l'humanité dans la Convention sur le droit de la mer de 1982 donne un effet juridique contraignant aux valeurs de justice sociale à l'échelle de la planète. Le principe de solidarité se retrouve également dans des instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme, tels que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Charte arabe des droits de l'homme, qui font de la solidarité régionale un élément et un objectif fondamentaux des relations économiques, sociales et politiques à l'échelle régionale.

43. Les obligations en matière d'assistance et de coopération internationales sont complémentaires de la responsabilité première qu'ont les États de s'acquitter de leurs obligations nationales dans le domaine des droits de l'homme. La coopération internationale se fonde sur le principe que certains membres de la communauté internationale ne disposent peut-être pas des ressources nécessaires pour assurer la pleine réalisation des droits énoncés dans les conventions. Dans son Observation générale n° 3, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels fait observer que, en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, des principes confirmés du droit international et des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la coopération internationale en faveur du développement et, partant, de l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels est une obligation qui incombe à tous les États. Dans le contexte du droit au développement, le Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement a souligné que, dans la sphère économique, commerciale et financière internationale, des principes fondamentaux tels que l'égalité, l'équité, la non-discrimination, la transparence, la responsabilité, la participation et la coopération internationale, y compris sous forme de partenariats et d'engagements, étaient importants pour la réalisation du droit au développement (E/CN.4/2002/28/Rev.1). Des études portant sur la dimension internationale du droit au développement ont recensé différents niveaux de responsabilité en matière de développement, par exemple le niveau microéconomique pour les entreprises, le niveau macroéconomique pour les États et le niveau méso-économique pour la communauté internationale<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Voir J. Novogratz, *The Blue Sweater: Bridging the Gap between Rich and Poor in an Interconnected World*, Rodale, New York, 2009.

<sup>5</sup> D. Aguirre, *The Human Right to Development in a Globalized World*, Ashgate, Hampshire, 2008.

44. La mondialisation a donné lieu à une croissance économique rapide, mais elle a également favorisé de très grandes inégalités et le sous-développement. Certains font valoir que la pauvreté mondiale est un échec de la communauté internationale à faire en sorte que la moitié de la population mondiale puisse exercer ses droits socioéconomiques de base; que certains États éprouvent des difficultés à s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme à cause des mesures et arrangements structurels d'autres membres de la communauté internationale et d'avantages économiques et politiques solidement établis; qu'il est nécessaire d'engager une nouvelle réflexion sur les droits de l'homme et les responsabilités essentielles à leur protection; que la communauté internationale doit jouer un rôle dans la création d'un environnement propice au développement et à la mondialisation centrés sur l'être humain; et que le droit au développement est un élément déterminant pour relever les défis liés à la pauvreté au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>.

45. À la onzième session du Groupe de travail sur le droit au développement, plusieurs États membres ont souligné la nécessité de la coopération et de la solidarité internationales, ainsi que de la responsabilité internationale s'agissant de créer un environnement mondial favorable et un cadre de décision approprié pour la réalisation du droit au développement, en particulier dans les domaines de l'aide internationale, du commerce, de la dette, de l'accès aux médicaments, du transfert de technologie, de l'environnement et des droits de propriété intellectuelle (A/HRC/15/23). De même, il ne fait aucun doute que la gouvernance à l'échelle nationale et une direction éclairée sont également des facteurs déterminants pour réaliser le droit au développement. Dans son rapport présenté à la sixième session (A/HRC/15/WG.2/TF/2, Add.1 et 2), l'Équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement a souligné l'importance des aspects nationaux et internationaux de ce droit, ainsi que du partage des responsabilités par tous et de la responsabilité mutuelle.

46. La vente internationale d'armes peut détruire des millions de vies, en particulier dans les pays touchés par des troubles civils, dont les mécanismes de gouvernance sont mal établis. Le niveau local et le niveau mondial ne peuvent plus rester isolés; les droits de l'homme doivent être intégrés à la gouvernance à tous les niveaux. Du fait de l'éclatement des frontières nationales, les mesures, achats ou investissements réalisés chaque jour peuvent faire une différence considérable pour ceux qui se trouvent dans le monde invisible du marché. Le mouvement sans précédent des personnes et des biens d'un pays à l'autre s'est soldé par la multiplication des problèmes de nature transfrontière, comme la traite des êtres humains et le déversement de déchets toxiques, ce qui a inévitablement une influence néfaste sur les peuples et les nations vulnérables. «La tâche qui nous incombe est de concilier les différences et de réaliser un consensus sans revenir sur le principe selon lequel le respect des droits de l'homme est la base fondamentale sur laquelle repose la légitimité des mesures que prennent nos gouvernements, nos institutions internationales, nos sociétés et entreprises commerciales, nos organisations de la société civile et nous-mêmes, aujourd'hui et demain.»<sup>7</sup>. Les intérêts nationaux et l'éthique universelle de la solidarité sont

<sup>6</sup> M. E. Salomon, *Global Responsibility for Human Rights: World Poverty and the Development of International Law*, Oxford University Press, 2007. Voir également N. Wood, «Governing the global economy: strengthening multilateral institutions», Institut international pour la paix, 2008; and J. A. Ocampo, «Rethinking global economic and social governance», vol. 1, n° 1, *Journal of Globalization and Development*, 2010.

<sup>7</sup> D. Kinley, *Civilising Globalisation: Human Rights and the Global Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009, p. 239.



étroitement liés et, comme l'a dit un ancien Secrétaire général «la chose est simple, si la mondialisation ne peut profiter à tout le monde, à terme, elle ne profitera à personne»<sup>8</sup>.

## **B. Quelques domaines prioritaires**

### **1. Développement durable**

47. Le développement durable passe par un développement global moyennant la prise en compte des questions économiques, sociales et environnementales et il s'inscrit donc naturellement dans la quête d'un développement juste, équitable et centré sur l'être humain. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1982 place l'être humain au centre des préoccupations associées au développement durable. Depuis les appels lancés à Rio en faveur de partenariats mondiaux, l'intérêt accru porté au principe de solidarité internationale dans le cadre des mesures prises dans le domaine du développement durable, de l'environnement et du changement climatique s'est exprimé à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable et dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (2002) qui exposait la nécessité de partenariats, y compris de partenariats public-privé, pour s'attaquer collectivement aux problèmes en présence. Les approches qui sous-tendent le partenariat mondial doivent se fonder sur la reconnaissance de l'interdépendance des responsabilités des États dans le contexte du changement climatique. Des notions indissociables du développement durable, dont le droit au développement, des responsabilités communes mais différenciées, l'équité inter et intragénérationnelle et des principes constitutifs, comme le principe de précaution, font du développement durable un élément particulièrement pertinent au regard de la solidarité.

### **2. Financement du développement**

48. Le rôle fondamental joué par le principe de solidarité internationale dans le financement du développement, initialement mis en évidence dans le Consensus de Monterrey, a été confirmé dans la Déclaration de Doha de 2008 dans laquelle était réaffirmée la volonté de relever les défis du financement dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires. Dans le cadre plus large du financement du développement, la recherche de sources innovantes de financement a un lien étroit avec la solidarité internationale. Ce lien a été explicitement et implicitement reconnu dans le Document final du Sommet mondial et la Déclaration sur les sources innovantes de financement du développement, tous deux publiés en 2005, et lors de la Conférence internationale de Paris sur la solidarité et la mondialisation, tenue en 2006. Dans son rapport intérimaire sur les sources innovantes de financement du développement (A/64/189), le Secrétaire général a dit que la solidarité internationale était le fondement de la coopération internationale dans le contexte du financement du développement et mis en évidence les initiatives actuelles et potentielles qui pouvaient contribuer à la solidarité internationale et à la solidarité humaine, y compris les taxes de solidarité et le Fonds de solidarité numérique.

49. En 2008, dans les remarques préliminaires qu'il a prononcées devant les participants à la Conférence de Doha sur le financement du développement (A/CONF.212/7), le Secrétaire général a plaidé en faveur de l'altruisme et de la solidarité ainsi que de la mise en place de passerelles pour intégrer l'ensemble de la communauté internationale dans le processus, lequel ne devait pas être réservé à quelques privilégiés. Ces passerelles devaient s'articuler autour de trois piliers: la coopération, y compris dans le cadre des programmes de relance mis en œuvre à l'issue des crises, de manière à répondre aux besoins de tous,

<sup>8</sup> «Globalization must work for All», allocution prononcée par Kofi Annan au Forum économique mondial, Davos, (Suisse), 30 janvier 2001.

notamment des plus pauvres et des plus vulnérables; la durabilité, y compris en ce qui concernait le changement climatique; et la gouvernance sans exclusive qui exigeait un nouveau multilatéralisme qui reconnaisse le monde du XXI<sup>e</sup> siècle et le rôle central des pays émergents et des pays en développement. La cohérence et la coordination assurées à travers l'Organisation des Nations Unies deviennent un facteur déterminant pour garantir la solidarité.

## **C. Nouvelles approches adoptées dans le cadre de la coopération internationale**

### **1. Partage des responsabilités**

50. Il ressort à l'évidence de ce qui précède que le développement suppose un partage des responsabilités à travers les obligations nationales des États et les obligations qui découlent de la coopération internationale. De nos jours, il est universellement reconnu que le développement durable est un objectif de la communauté mondiale et un principe du droit international. La mondialisation économique, tout en favorisant l'interdépendance et ses conséquences bénéfiques, peut aussi avoir des effets opposés de déconnexion et d'exclusion, en particulier pour les personnes qui survivent dans des conditions extrêmes. On a récemment souligné que l'obligation de rendre compte et le partage des responsabilités étaient des éléments indispensables du développement:

Nous devons partager les responsabilités à travers les frontières nationales. Par exemple, l'égoïsme et les logiques à court terme ont gravement contrarié les progrès dans la mise en œuvre de la réforme du commerce mondial. Lorsque les États apportent une aide au développement mais, dans le même temps, continuent de subventionner massivement leur agriculture, ils ne favorisent pas le développement durable pour tous. Ils sapent les perspectives de développement et portent préjudice aux moyens de subsistance de certains de nos frères et sœurs parmi les plus vulnérables<sup>9</sup>.

D'où l'importance de la cohérence des mesures prises entre secteurs et institutions ainsi que dans le cadre des politiques internationales, régionales et nationales des États.

### **2. Coopération Sud-Sud**

51. Les principes de solidarité, d'amitié et de coopération, ainsi que de souveraineté et d'intégrité territoriale étaient au cœur de la Conférence de Bandung qui avait été organisée en 1955 entre dirigeants de pays d'Asie et d'Afrique et qui a connu une nouvelle impulsion en 2005 dans la Déclaration sur le Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique et dans la Déclaration ministérielle conjointe. L'aide mutuelle entre pays du Sud peut être octroyée à l'échelle bilatérale, régionale et mondiale. Les pays coopèrent dans les domaines de la réforme des institutions de gouvernance mondiale, des objectifs du Millénaire pour le développement, de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique, du changement climatique et du développement durable, et tous espèrent obtenir les résultats escomptés grâce aux avantages offerts par la mondialisation.

52. Le Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine tenu en 2006 et le Sommet du Forum Inde-Afrique tenu en 2008, ainsi que la plus grande participation de pays d'Amérique latine en Afrique ont eu pour effet d'accroître la coopération du continent à l'échelle bilatérale, laquelle pourrait à terme s'exercer dans le cadre de questions d'intérêt

<sup>9</sup> Mary Robinson, forum public sur le thème «Faire face aux crises mondiales: nouvelles voies pour le développement», CNUCED, Genève, 11 mai 2010.

commun sur le plan régional puis mondial. Les accords en matière de commerce et d'investissement passés avec de nouveaux pays émergents connaissent une forte progression en Afrique et sont porteurs de grandes promesses pour l'avenir, sous réserve qu'ils soient exécutés dans un esprit de justice et d'équité et qu'ils fassent une place appropriée à l'échange d'informations et de données d'expérience ainsi qu'aux mesures de sensibilisation, sur la base d'un partenariat égal pour tous<sup>10</sup>. La coopération technique entre pays en développement, ou coopération Sud-Sud, est motivée par le désir de contribuer au renforcement des relations; par exemple, le Brésil applique une politique de «diplomatie solidaire» en mettant sa propre expérience et ses connaissances à la disposition d'autres pays en développement en vue de promouvoir le progrès économique et social, sans imposer de conditions et dans des domaines de coopération qui sont définis par les pays bénéficiaires.

### **3. Principaux sommets mondiaux et réunions ministérielles dans le domaine économique et social et en matière de climat**

53. Le soutien apporté au principe de solidarité internationale et l'approche concertée des questions mondiales que ce principe implique ont été évoqués dans le cadre de plusieurs grandes réunions mondiales couvrant les domaines thématiques différents mais interdépendants du développement, du commerce, de l'aide, de la crise financière et économique et de l'environnement. La Conférence de suivi de Doha et la Déclaration de 2008 ont réaffirmé le partenariat mondial au service du développement durable qui avait été lancé à Monterrey. La solidarité a également sous-tendu le Sommet mondial pour le développement durable tenu à Johannesburg en 2002; les documents finals des deuxième et troisième Forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, organisés en 2005 et 2008, à savoir la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Programme d'action d'Accra; la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, organisée en 2009; ainsi que la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, également organisée en 2009. Dans la Déclaration de Kiev adoptée en 2008 lors de la Conférence internationale sur les problèmes actuels dans le domaine des droits de l'homme et des libertés, la solidarité internationale était perçue comme un élément déterminant pour éliminer la pauvreté. La Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine de 2006 et la Déclaration de Delhi du Sommet du Forum Inde-Afrique de 2008 constituent également d'importants faits nouveaux en la matière.

### **4. Meilleures pratiques**

54. De tout temps, la coopération internationale a été associée à de nombreuses bonnes pratiques suivies par un grand nombre de pays et par d'autres acteurs dans toutes les régions. Pendant plusieurs décennies, de gros efforts ont été déployés et des pratiques ambitieuses ont été adoptées à l'appui de l'assistance et de la coopération internationales. Les pratiques décrites ci-dessous donnent quelques exemples qui permettent d'illustrer les réponses au questionnaire.

55. Dans les Constitutions du Guyana et de la Colombie, le principe de solidarité est expressément et implicitement reconnu. En Tunisie, le Fonds de solidarité nationale est le fruit d'un long processus vers la mise en place d'un mécanisme de solidarité au service du développement et de la lutte contre la pauvreté. Bien ancré dans le paysage institutionnel du

<sup>10</sup> Kofi Annan, «Inside Africa», CNN, 5 juin 2010.

pays, ce fonds a pour objet de combattre la pauvreté. Au Suriname, l'extension du régime de protection sociale aux groupes sociaux vulnérables et les engagements pris en vue d'éliminer la pauvreté constituent une bonne pratique. L'Alternativa Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América a pour objet de promouvoir les principes de solidarité, de coopération effective et de complémentarité entre États Membres ainsi que le développement durable fondé sur le bien-être des populations et leur environnement naturel. Parmi d'autres pratiques exemplaires, il convient de citer le Code mondial d'éthique du tourisme de l'Organisation mondiale du tourisme et les technologies libres, comme Ushahidi et Frontline SMS, qui permettent de renforcer la coopération, les actions de sensibilisation et les mesures d'intervention dans le cadre des situations de crise et du contrôle du respect des droits de l'homme. On observe un nombre toujours croissant d'alliances transfrontières, comme Médecins sans frontières et Avocats sans frontières, autant de témoignages de la bonne volonté qui s'exprime très largement dans le monde entier.

56. Par principe et par respect pour la souveraineté des États, et en application de la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, certains pays n'apportent une aide humanitaire qu'à la demande expresse du pays bénéficiaire, compte tenu de ses priorités. La politique étrangère du Brésil dans le domaine du droit à l'alimentation prévoit des activités de coopération internationale et l'échange de meilleures pratiques en vue de trouver des solutions à long terme aux problèmes de la sécurité alimentaire. Les politiques du Brésil en matière de coopération internationale visent à lever les obstacles au développement, qu'il s'agisse de droits de douane ou de subventions agricoles dans les pays développés, de brevets qui empêchent l'accès aux technologies ou encore d'un niveau d'endettement insoutenable. Ces initiatives en matière de coopération Sud-Sud s'inscrivent dans le cadre de politiques gouvernementales qui visent à surmonter ces obstacles en mettant en place de nouveaux mécanismes de partenariat, comme le Forum Inde, Brésil et Afrique du Sud.

#### **IV. Conclusions: la solidarité internationale dans un monde interdépendant**

57. À la lumière de ce qui précède, l'expert indépendant propose que le terme «solidarité internationale» soit redéfini afin d'illustrer la communauté d'intérêts, d'objectifs et d'actions entre États ainsi que la cohésion sociale qui existe entre eux, compte tenu de l'interdépendance des États et d'autres acteurs, l'objectif étant de maintenir l'ordre et d'assurer la survie même de la société internationale, et de réaliser les objectifs communs qui nécessitent une coopération internationale et une action collective. La solidarité mondiale englobe la relation de solidarité entre toutes les parties prenantes de la communauté internationale.

58. La solidarité internationale est une condition préalable de la dignité humaine, le fondement de tous les droits de l'homme et une approche du développement centrée sur l'être humain. Elle a la capacité de jeter des passerelles entre tout ce qui divise et établit une distinction. Elle englobe les valeurs de justice sociale et d'équité; la bonne volonté entre les peuples et les nations et l'intégrité de la communauté internationale; la souveraineté et l'égalité souveraine de tous les États et les relations amicales entre eux. La coopération internationale est la pierre angulaire de la solidarité internationale. Cela dit, cette solidarité ne se limite pas à l'assistance et à la coopération internationales, à l'aide, à la charité ou à l'assistance humanitaire. Elle renvoie à un concept et à un principe plus larges qui comprennent notamment la viabilité des relations internationales, en particulier des relations économiques internationales, la coexistence pacifique de tous les membres de la communauté internationale, les partenariats égaux et le partage équitable des avantages et des charges, étant entendu que les intéressés doivent s'abstenir de porter préjudice ou de

faire obstacle à l'amélioration du bien-être d'autrui, y compris dans le cadre du système économique international, et de compromettre notre habitat écologique commun dont nous assumons tous la responsabilité. Sur un marché mondialisé unifié et interdépendant, toute action ou absence d'action peut être bénéfique ou préjudiciable pour des personnes se trouvant à l'autre bout de la Terre et il faut donc que les responsabilités soient partagées et qu'il y ait une obligation mutuelle de résultats. La tolérance et la diversité sont indissociables de la solidarité internationale qui ne tolère aucune forme de discrimination. Une attention particulière doit être accordée aux droits fondamentaux des groupes vulnérables, dont les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées, les peuples autochtones et les migrants.

59. On assiste à d'immenses manifestations de solidarité de la part des États, individuellement et collectivement, de la société civile, de mouvements sociaux mondiaux, d'un nombre incalculable de personnes de bonne volonté prêtes à tendre la main aux autres et d'initiatives sociales d'entreprises privées. La réaction internationale après le cyclone Nargis au Myanmar, le tsunami en Asie et le tremblement de terre en Haïti témoigne de l'ampleur de la solidarité. Toutefois, il faudrait faire beaucoup plus face à la masse des problèmes mondiaux et locaux, à l'accroissement très inquiétant des catastrophes naturelles et anthropiques et à la progression permanente de la pauvreté et des inégalités. Dans l'idéal, la solidarité devrait avoir un caractère préventif et non correctif face aux énormes dégâts, irréversibles, déjà causés, et elle devrait s'exercer dans le contexte des catastrophes aussi bien naturelles qu'anthropiques. À cette fin, le besoin fondamental de justice et d'équité doit être pris en compte à l'échelle nationale et internationale. C'est là uniquement que se trouve la solution durable, à long terme, aux problèmes communs auxquels la communauté internationale doit faire face.

60. Dans le présent rapport, l'expert indépendant a recensé les principaux domaines d'intérêt, les principaux concepts et normes qui peuvent sous-tendre un cadre approprié et les bonnes pratiques qu'il convient de prendre en compte pour étayer à l'avenir l'élaboration du droit et de la politique touchant les droits de l'homme et la solidarité internationale. Il existe un très grand nombre de règles de droit contraignantes ou non contraignantes, de politiques et de valeurs qui pourraient servir de fondement à un cadre conceptuel et normatif pour les droits de l'homme et la solidarité internationale, à des principes et lignes directrices applicables en la matière et, à terme, à un projet de déclaration sur le droit des peuples et des personnes à la solidarité internationale. Ces lois, politiques et valeurs sur le plan national, régional et international renvoient aux instruments les plus fondamentaux qui reposent sur un consensus international.

61. La notion de solidarité internationale se retrouve dans les trois piliers de la Charte des Nations Unies, à savoir la paix et la sécurité; le développement; et les droits de l'homme. Le développement et les droits de l'homme sont les fondements les plus sûrs de la paix<sup>11</sup>. Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire convoqué par le Président des États-Unis d'Amérique le 13 avril 2010, il a été rappelé au monde qu'une manière fondamentalement nouvelle de penser et d'agir était indispensable si l'on voulait assurer la survie de l'humanité. De même, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et celle du droit au développement exigent une conception, un état d'esprit et un mode d'action plus avisés, fondés sur le sentiment d'appartenance à la collectivité et sur le sens de la solidarité internationale. Le besoin de changement est mis en lumière par la

<sup>11</sup> Boutros Boutros-Gali, «Agenda pour la paix», Organisation des Nations Unies, New York, 1992; «Agenda pour le développement», Organisation des Nations Unies, New York, 1994.

Déclaration du Millénaire qui fait de la solidarité<sup>12</sup> et de la responsabilité collective, notamment, des valeurs fondamentales essentielles pour les relations internationales au XXI<sup>e</sup> siècle.

62. L'expert indépendant souhaiterait conclure son rapport en citant les mots pleins de sagesse du Secrétaire général qui figurent dans son rapport intitulé «Dans une liberté plus grande» (A/59/2005):

Dans un monde où les dangers et les problèmes sont liés entre eux, tous les pays ont intérêt à ce que des mesures efficaces soient prises face à tous ces dangers et problèmes. Une liberté plus grande exige donc une coopération étendue, poussée et continue entre les États, possible si chaque État garde à l'esprit, dans ses politiques, non seulement les besoins de ses propres citoyens mais aussi ceux des citoyens des autres pays. Une telle coopération répond aux intérêts de tous, et tient compte du fait que l'humanité n'est qu'une.

---

<sup>12</sup> Rapport du Secrétaire général, «Tenir les engagements pris: bilan prospectif visant à promouvoir un programme d'action concerté afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015» (A/64/665).

## Annexe

### **Questionnaire destiné aux États, aux départements et organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux autres organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

#### **Établi par l'expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale**

1. L'expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale a défini la solidarité internationale comme étant la communauté d'intérêts ou d'objectifs entre les pays et la cohésion sociale qui existait entre eux, compte tenu de l'interdépendance des États et d'autres acteurs internationaux, l'objectif étant de maintenir l'ordre et d'assurer la survie même de la société internationale, et de réaliser les objectifs collectifs qui nécessitent une coopération internationale et une action commune. Étant donné que le principe de solidarité internationale est indispensable pour régler les problèmes qui se posent aujourd'hui dans le monde, que pensez-vous de la reconnaissance de la solidarité internationale en tant que principe du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme?
2. Dans la résolution 55/2 de l'Assemblée générale, la solidarité est reconnue comme une valeur fondamentale qui est essentielle dans les relations internationales. Compte tenu des notions connexes de solidarité internationale, de droit au développement et d'approches du développement fondées sur les droits de l'homme, que pensez-vous de la solidarité internationale en tant qu'approche visant à réduire la pauvreté?
3. Dans le cadre des droits de la troisième génération et considérant que les droits relatifs à la solidarité en font partie et comprennent notamment le droit au développement économique et social, le droit de contribuer au patrimoine commun de l'humanité et d'en tirer avantage, le droit à la paix, le droit à un environnement sain et durable, le droit aux secours humanitaires en cas de catastrophe et le droit à la communication:
  - a) Estimez-vous que les droits de la troisième génération, en particulier les droits relatifs à la solidarité, relèvent du droit établi ou du droit en voie de formation des droits de l'homme?
  - b) Selon vous, un droit particulier, autre que ceux mentionnés ici, devrait-il être inclus parmi les droits relatifs à la solidarité?
4. L'expert indépendant a ciblé trois grands domaines, à savoir: la coopération internationale, l'action internationale face aux catastrophes naturelles ainsi qu'aux maladies et parasites agricoles, et les droits de la troisième génération. À votre avis, ces domaines sont-ils suffisamment représentatifs des questions, problèmes et situations de crise observés aujourd'hui?
5. La solidarité internationale est étroitement liée à l'aide humanitaire, notamment à l'action internationale face aux catastrophes naturelles. Comment percevez-vous l'action internationale face aux catastrophes naturelles dans le cadre du droit international?

6. Les objectifs du Millénaire pour le développement pourraient être considérés comme des objectifs collectifs de la communauté internationale. Comment faudrait-il renforcer la coopération internationale en vue d'atteindre ces objectifs?

7. Le droit au développement est un des droits de la troisième génération qui a été consacré dans des instruments internationaux et régionaux. La Déclaration sur le droit au développement de 1986 a reconnu qu'il était un droit inaliénable de l'homme. Comment le droit au développement pourrait-il réduire l'écart existant entre pays développés et pays en développement au moyen de la coopération et de la solidarité internationales?

8. La notion de solidarité internationale proprement dite n'est pas nouvelle puisqu'elle a été lancée par les pays en développement dans les années 70. Par la suite, elle a été reprise dans plusieurs instruments internationaux (par exemple la résolution 55/2 de l'Assemblée générale). À votre avis, les États ont-ils des obligations en matière de solidarité internationale et/ou mondiale?

L'expert indépendant a été chargé d'élaborer un projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale et il apprécierait que vous lui fassiez part de vos suggestions et observations.

---